



p.B. 58.2. Italie

Rome, le 15 novembre 1990

R.P. no 10

CONFIDENTIEL

Italie : les risques du métier d'apprenti-sorcier

Le fantôme de l'homme politique italien Aldo Moro, enlevé et tué par les Brigades rouges en 1978, vient de réapparaître et a failli menacer la stabilité du gouvernement que seule la présidence CEE que détient actuellement l'Italie, a empêché de tomber. Comment cela est-il possible ? Et bien, en Italie tout est possible dans le délicat domaine des équilibres gouvernementaux et l'histoire qui suit est une histoire qui se passe justement en Italie.

Il était une fois ... En 1978, Aldo Moro, ancien président du Conseil, président de la démocratie chrétienne au moment des faits et partisan d'un rapprochement entre son parti et le parti communiste en vue de former le fameux "Compromesso storico", est enlevé par les BR. Cinquante cinq jours plus tard, son cadavre est retrouvé à proximité des sièges du PC et de la DC en plein centre de Rome. Le "Compromesso storico", tel que Moro l'avait imaginé, a vécu.

Quant à l'Italie, elle mettra longtemps à panser ses plaies et à se remettre du formidable coup porté aux institutions par un groupe de terroristes. La démocratie a tenu bon, signe tangible et rassurant de sa vitalité, et les BR ont fini par être vaincues, mais les blessures de l'affaire Moro sont encore loin d'être cicatrisées, car trop de mystères n'ont pas été éclaircis. Ainsi qu'on va le voir ...

Il y a trois semaines, des ouvriers chargés de remettre à neuf un appartement de Milan qui avait servi de base à un groupe des BR, retrouvent dans une cache derrière un faux mur quatre cent pages de photocopies de lettres écrites par Moro au cours de sa détention. Ces lettres sont en partie connues; d'autres sont inédites. Quelques journaux publient des extraits avant même que la magistrature n'ait le temps de les examiner. La famille Moro menace d'intenter un procès à quiconque publiera le contenu des lettres.

Alors on se dit : pourquoi ces lettres viennent-elles de réapparaître douze ans après avoir été écrites si, ainsi qu'on a fini par l'apprendre, la cache avait été ouverte à l'époque de la perquisition de l'appartement et ne recelait dès lors plus aucun secret ? Un journal publie une caricature de Moro habillé en ange assis sur un nuage avec au-dessus de la tête l'inscription "12 ans après, on retrouve les lettres de Moro". Et le pauvre Moro de commenter : "la prochaine fois, je téléphonerai".



- 2 -

Et on se demande : mais alors, qui donc a remis ces documents derrière le panneau et dans quel but ? Lequel des acteurs de l'affaire Moro a-t-on voulu compromettre en redonnant la parole, ou plutôt la plume, à l'illustre prisonnier aux mains des BR : Cossiga, alors ministre de l'intérieur ? Andreotti, alors "déjà" président du Conseil ? Tous deux fermement opposés à ce que l'Etat traite avec les terroristes ? A l'époque, seul le PSI était en faveur d'un accommodement avec les BR.

Dans ses lettres, Moro critique durement les dirigeants de la DC, en particulier Andreotti et Cossiga, alors en première ligne, en les accusant de l'avoir abandonné à son sort. Dans une lettre au Secrétaire général du Parti, M. Zaccagnini, il annonce même son intention de quitter la démocratie chrétienne et de démissionner de toutes les fonctions qu'il détient au sein du Parti.

Au moment de l'apparition des lettres, la presse émet l'hypothèse que quelqu'un cherche à déconsidérer l'un ou l'autre des éventuels futurs candidats à la magistrature suprême en 1992, ou, à plus court terme, à susciter une crise gouvernementale.

Ou bien a-t-on plutôt voulu forcer le Président Cossiga à démissionner avant l'échéance naturelle de son mandat ? Dans une des lettres retrouvées, Moro lui reproche de rechercher collaborateurs et conseillers hors du sérail de l'administration. De là à voir poindre l'ombre des hommes de la P2 de Licio Gelli, le pas est bref et Craxi s'empresse de le franchir. Pour démentir aussitôt.

Il est intéressant d'observer que le début de la campagne d'attaques menée contre le Président Cossiga coïncide avec le moment où, après les quatre premières années de son mandat durant lesquelles il s'est contenté d'accomplir sans bruit les tâches liées à sa fonction, il a commencé, tel son prédécesseur Pertini, à fustiger la classe politique et à dénoncer les manquements des institutions et personnes chargées de la gestion de la chose publique.

Même dans la patrie de Machiavel, il apparaît que si l'apprenti-sorcier avait voulu provoquer une crise gouvernementale, il aurait pu trouver des moyens plus simples au lieu de se lancer dans une opération de lettres-perdus-et-retrouvés.

Mais alors peut-être que l'apprenti-sorcier poursuit un autre but. Lequel ? A-t-il véritablement cherché à provoquer le Grand Déballage qui va suivre ?

Mais au fait, d'où viennent ces photocopies ? Et qui détient les originaux ? Personne ne s'est bien sûr hasardé à répondre à ces questions. Le fait, cependant, qu'un matériel aussi sensible puisse subitement surgir derrière un panneau en bois jette une ombre inquiétante sur ceux qui ont la charge de la sécurité de l'Etat.

A plusieurs reprises depuis les années soixante, les services secrets militaires avaient été dissous et réorganisés. Une fois, à la suite d'une tentative de coup d'Etat aux allures d'opérette, une autre fois pour se débarrasser de quelques généraux par trop attachés au souvenir du "bon vieux temps", enfin et surtout à la suite des révélations concernant la loge maçonnique P2 dont certains des adhérents occupaient de hautes fonctions militaires et administratives. Ainsi, le SIFAR était-il devenu SID puis SISMI; mais en réalité peu de choses avaient véritablement changé et après quelques mois, la plupart des personnes compromises dans ces différentes affaires étaient à nouveau reçues dans les salons de la bonne société.

Bien entendu, personne ne nie la nécessité pour un Etat de disposer de services de renseignements efficaces. A condition, toutefois, que ces services soient soumis à l'autorité et au contrôle de l'Etat. Or, voici que dans notre histoire, Andreotti et Cossiga admettent publiquement que parallèlement aux services de renseignements "officiels", il existe en Italie une structure secrète nommée "Gladio", armée et entraînée à défendre le territoire contre une éventuelle invasion étrangère. Devant la stupeur causée par cette révélation, ils s'empressent d'ajouter que cette structure a été voulue par l'OTAN et qu'elle fonctionne en étroite collaboration avec le commandement militaire allié.

Dans certains esprits germe alors le soupçon que cette structure, "voulue par l'OTAN", avait également un objectif tout intérieur qui était celui d'empêcher l'arrivée au pouvoir du parti communiste. Il est vrai que tout ceci se passait dans le contexte de la guerre froide. Et ces mêmes esprits, de plus en plus nombreux, d'ailleurs, au fur et à mesure du déroulement de notre histoire, ont commencé à faire un rapprochement entre "Gladio" et certains attentats, aux mobiles et commanditaires inconnus, qui ont ensanglanté l'Italie au cours des vingt dernières années et sur lesquels, entre dépistages et négligences, jamais la lumière n'a pu être faite.

Il faut cependant ajouter que si le but des poseurs de bombes et des BR au cours des années de plomb était de déstabiliser la démocratie, ils n'y sont pas parvenus. Malgré l'horreur et l'émotion suscitées par ces attentats, jamais l'Italie n'a recouru aux lois d'exception. Cela mérite d'être relevé. Il n'en demeure pas moins que l'affaire "Gladio" pose le problème - qui n'est pas l'apanage de l'Italie, d'ailleurs - du contrôle des services secrets. Pour l'instant, les réponses données par le Président du Conseil au Parlement semblent avoir satisfait le besoin de vérité. Si toutefois le Déballage en reste là. Ce qui n'est pas si sûr, car chaque jour apporte son lot de nouveautés.

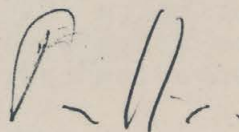
Et l'apprenti-sorcier, en fin de compte : est-il un homme épris de justice et de vérité qui a décidé de crever l'un des plus gros abcès présumés du régime ? Ou a-t-il simplement un compte à régler avec un adversaire politique qui n'a pas respecté certains accords ? Est-ce un parti politique ? Le PCI pour détour-

- 4 -

ner l'attention d'un autre Déballage : celui concernant les "vendette" que les communistes ont perpétrées après la guerre dans ce que l'on a appelé le Triangle de la Mort autour de Reggio Emilia et où ils ont tué quelques centaines de fascistes et de collaborateurs ? Ou le PSI qui, en compromettant DC et PCI, espère augmenter ses scores électoraux ? Car, finalement c'est bien de cela qu'il s'agit : entre 1991 et 1992, l'Italie devra renouveler son Parlement et repourvoir le fauteuil du Président de la République. Des échéances qui valent bien quelques coups de griffes aux adversaires, même si on égratigne en passant les institutions.

Et maintenant les partis réclament à cor et à cri que le Grand Déballage continue et que la vérité triomphe. Mais pour cela, il faudrait vraiment que toute cette histoire soit une fable...

L'Ambassadeur de Suisse



Francesca Pometta